



## De l'ONG humanitaire au Conseil de sécurité, la campagne «crimes de guerre à Alep-Est.» Episode 2/3.

Les « bains de sang » de Samantha Power et MSF

Par [Marie-Ange Patrizio](#)

Mondialisation.ca, 09 décembre 2016

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

[Épisode 1. : De l'ONG humanitaire au Conseil de sécurité, la campagne « crimes de guerre à Alep-Est » «Cherchez à raid aérien, raid aérien ! ».](#)

*Photo aérienne des raids des avions de combat sur les positions des terroristes à Ramoussa à Alep - Sana*

« Le prix franco-allemand des droits de l'Homme et de l'Etat de droit a été remis, lors d'une cérémonie, à Berlin le 1er décembre 2016 à 15 heures, par les ministres des Affaires étrangères français et allemand, Jean-Marc Ayrault et Frank-Walter Steinmeier.

Il s'agit de la première édition de ce prix qui sera, désormais, remis chaque année. Il a vocation à mettre en lumière des personnes qui œuvrent pour la défense des droits de l'Homme ou la promotion de l'Etat de droit, dans leur pays, dans des pays tiers ou dans les enceintes internationales ».

En marge de la cérémonie, JM Ayrault répond à la journaliste (France Culture) Nadine Epstein qui l'interroge sur l'impuissance diplomatique de la France dans le drame syrien : « J'ai évoqué l'initiative française soutenue par d'autres pays, de limiter le droit de veto de membres permanents lorsque des victimes civiles sont en cause dans les conflits ».

Le MAEDI énonce ici un des objectifs de la campagne menée aux Nations Unies par la « communauté internationale » contre les prétendus crimes de guerre à Alep Est : priver la Russie de son droit de veto sur les résolutions concernant la Syrie.

C'est de là que nous repartirons pour observer les étapes de cette bataille : aux Nations Unies ; « sur le terrain » avec les «témoignages» apportés par des organisations dites non-gouvernementales ; et dans nos médias.

Dimanche 25 septembre, USA, France et Grande-Bretagne ont demandé une réunion « en urgence » au Conseil de sécurité de l'ONU, « comme à chaque fois -dira le représentant de la République Arabe Syrienne Bachar al-Jaafari- que les signaux indiquent [la] déroute [des terroristes] sous la pression ininterrompue de l'Armée syrienne et de ses alliés ».

Intervention de la représentante des USA, Samantha Power (extraits) : « la Russie occupe un siège permanent au Conseil de sécurité. C'est un privilège et une responsabilité. Pourtant, en Syrie et à Alep, la Russie abuse de son privilège historique », lire : le droit de veto.

Les Nations Unies n'ont pas pour mission d'assurer la justice dans le monde, mais d'éviter des guerres : le droit de veto des 5 puissances nucléaires de l'après-guerre leur permet d'empêcher que l'une ou plusieurs d'entre elles ne prenne le contrôle du Droit international. Pour être valide, une loi internationale doit être acceptée par les 5 à la fois.

Rappel. En août 2015, la France et le Mexique ont présenté à la 70<sup>ème</sup> Assemblée générale de l'ONU une « Déclaration politique sur la suspension du veto en cas d'atrocités de masse » car (extraits) estimaient-ils « *le Conseil de sécurité ne devrait pas être empêché, par le recours au veto, d'agir afin de prévenir ou mettre un terme à des situations impliquant des atrocités de masse. Nous soulignons que le veto n'est pas un privilège mais une responsabilité internationale* » et proposent « *un accord collectif et volontaire des membres permanents du Conseil de sécurité visant à ce que les membres permanents s'abstiennent de recourir au veto en cas d'atrocités de masse* ». Atrocités de masse : « *lorsque sont commis des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité ou des crimes de guerre sur une grande échelle* ». « *Nous rappelons que les chefs d'Etat et de gouvernement membres des Nations Unies se sont déclarés prêts* » à mener en temps voulu une action collective résolue, par l'entremise du Conseil de sécurité, conformément à la Charte » lorsque les autorités nationales échouent à protéger leur population du génocide, des crimes contre l'humanité ou des crimes de guerre ».

Les consignes étaient données : rapporter des atrocités de masse et la faillite des autorités syriennes à protéger leur population.

Le contexte : la Syrie a fait appel à la Russie en septembre 2015 dans le cadre de la lutte contre le terrorisme : c'est inattaquable en droit international.

Sauf si (Power) : « ce que la Russie parraine et ce à quoi elle se livre n'est pas la lutte contre le terrorisme mais la barbarie », c'est-à-dire des atrocités de masse.

Type de preuves qui « suffiront » et éléments de langage : (Power) « Il suffit de regarder les photos publiées sur Internet<sup>(1)</sup> par les habitants de l'est d'Alep ces deux derniers jours. On y voit des Syriens entassés dans des couloirs tachés de sang ; des hommes, des femmes et des enfants en guenilles, allongés dans des mares de sang dans des hôpitaux de fortune ».

Les protagonistes : « La Russie et le régime [les barbares] ont visé non pas une, ni deux mais trois des quatre bases utilisées par les volontaires des Casques blancs [les héros] dans la partie Est de la ville d'Alep ».

Unité de lieu : les quartiers sous contrôle des groupes armés non-étatiques toujours qualifiés d'opposition modérée, rebelles, « révolutionnaires » si envolées lyriques.

Décors de prédilection et figurants : « On voit des secouristes creuser dans les décombres [...] creuser avec frénésie jusqu'à ce que la tête et la chemise bleue et blanche d'une fillette apparaissent - une fillette souffrante et terrorisée. Les secouristes réussissent enfin à dégager doucement la petite Rawan Alowsh, âgée de 5 ans, le corps couvert d'une poussière blanche [maquillage indispensable des civils sauvés par les Casques Blancs]. On a l'impression qu'on assiste à un miracle ».

Le représentant permanent de la France, François Delattre, prend la suite pour récapituler la liste des crimes de guerre à rapporter : « Sous couvert de lutte anti-terroriste, le régime

bombarde aveuglément les habitations, les maternités, les hôpitaux, les écoles, les camps de réfugiés, les quartiers tenus par l'opposition modérée». Crimes auxquels il est temps d'ajouter : usage d'armes interdites. « Les renseignements dont nous disposons font état de l'usage systématique d'un nouveau type d'armement incendiaire et de munitions et sous-munitions perfectionnées, permettant de perforer des bunkers et de causer l'effondrement d'un immeuble entier en un seul impact ». Source : « Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme ».

Le représentant britannique Matthew Rycroft se charge de l'aspect juridique en évoquant sans précision « des violations flagrantes des lois internationales » à Alep ; et possibilité de recourir à la saisine de la Cour pénale internationale.

Au moment où le représentant de la Syrie prend la parole pour leur répondre<sup>[21]</sup>, les représentants des trois délégations (USA, France et Grande-Bretagne) quittent la salle. « Le commando est au grand complet, sur une même ligne de tir et les poings serrés. Action »<sup>[31]</sup>.

Le jour même sur France2 : « Ambulances bombardées, hôpitaux débordés... des scènes d'horreur à Alep »<sup>[41]</sup>. C'est le « reportage » qu'a préparé Martine Laroche-Joubert, dans un timing sans faille : il sera diffusé deux fois (à la mi-journée et le soir), certaines séquences étant aussi reprises au Soir<sup>3</sup>.

Extraits : « Les bombardements du régime et de ses alliés détruisent implacablement les zones sous contrôle de la rébellion [...] 250 000 civils vivent ici [...] privés d'eau depuis samedi [la veille] à cause des bombardements »<sup>[51]</sup>. « Certains [civils] aujourd'hui acceptent de nous parler » : par skype. « Icham, ancien professeur d'arabe, montre à France 2 l'enveloppe d'une bombe au phosphore : « Regardez le numéro de série. Elles sont fabriquées en Russie et en dessous, ce sont les traces blanches du phosphore », raconte-t-il. » Et : « les ambulances prises pour cibles. Les blessés s'entassent dans les hôpitaux de fortune », etc.

De Laroche-Joubert seulement la voix qui « récite », comme indiqué à la fin du reportage. Curieusement, en effet, celle qu'on a vue pendant plus de trente ans sur le terrain des zones de (certaines) guerres, n'apparaît dans aucune des séquences. MLJ n'est pas un perdreau de l'année et des reportages de guerre elle peut en faire sans mettre même un seul pied sur le terrain. Sa contribution va se limiter ici au commentaire d'un montage où alternent deux types de séquences. Celles présentant des scènes de ruines et de « sauvetage » dans des décombres : toujours avec des logos -en haut à gauche- indiquant une autre origine que France2. Logos parfois lisibles -Casques Blancs ou sigles arabes- mais le plus souvent floutés. Pourquoi MLJ et France2 occultent-elles l'origine des images qu'elles diffusent ? D'où viennent ces images ?

Les autres séquences -uniquement logo de la 2 en haut à droite- présentent des témoignages des « civils contactés par France2 » ; ils s'expriment par skype depuis des « abris sous-terrains » assez spacieux, décorés par des affiches de dessins politiques, très éclairés en pleine pénurie d'électricité ; une des deux sympathiques fillettes interviewées parle la bouche pleine dans une ville affamée par le régime, et l'autre répond en riant -à une voix off l'interrogeant sur les avions qui bombardent- que « non, elle n'(en) a pas peur ! » :

mais peut-être n'y a-t-il pas d'avions qui bombardent là où elle est. Rien ne permet de dater et localiser ces témoignages : c'est pour mieux les protéger, mon enfant.

Toutes les autres séquences du montage sont estampillées par des logos floutés. L'une d'elles montre les fameux « blessés qui s'entassent dans les hôpitaux » : on y voit rapidement deux personnes, l'une allongée au sol, l'autre assise par terre, appuyée contre le mur d'une salle très encombrée, la tête retombant sur le torse. C'est une scène que nous allons retrouver.

Lundi 26 septembre, journal de 8h de France Culture : « Alep, nouveau Guernica en Syrie. Les diplomates parlent de barbarie : la ville d'Alep est en train d'être totalement détruite par les bombardements du régime. Témoignage de Carlos Francisco, le chef de mission Syrie de Médecins Sans Frontières<sup>[6]</sup> » .

« »Pire situation jamais vécue à Alep », a estimé Carlos Francisco qui suit la situation depuis Gaziantep, en Turquie, tout près de la frontière syrienne,[...] bombardements intenses et ininterrompus, « les médecins syriens à qui je parle m'ont envoyé des images où l'on voit les victimes soignées à même le sol [variante humanitaire de « entassés dans les couloirs »][...] Siège de la ville, qui empêche à toute aide humanitaire d'entrer et [...] l'évacuation des blessés. [...] Par ailleurs, la station qui fournit de l'eau dans l'est d'Alep a été touchée par les bombardements. Près de 250 000 personnes se retrouvent privées d'eau potable » depuis l'avant-veille ; ceux des autres quartiers de la ville le sont de façon récurrente depuis quatre ans, mais c'était moins « pire » pour MSF ?

Rien de plus précis de la part de Francisco qui, prudent, prévient : tout cela selon « l'information que nous avons ». Cela permettra éventuellement ensuite à MSF de dire qu'ils ont été abusés par leurs « témoins ». Francisco insiste sur les couloirs humanitaires : c'est un des points clé de la contribution MSF à la campagne. Un des objectifs essentiels aussi d'Ayrault, et acolytes de la communauté internationale.

La déclaration est immédiatement et abondamment reprise par les médias sous le titre (généralement) : « Carlos Francisco (MSF) : à Alep, « on voit les victimes soignées à même le sol » ».

Mais, Francisco n'aurait-il pas communiqué les images qu'il a reçues ? La seule image illustrant dans la presse la déclaration de MSF est celle d'un camion en flammes derrière un homme debout qui traverse une rue. Non localisée.



Et la photo ne vient pas des « médecins à qui (Francisco) parle » mais d'Ameer Alhabi, « photographe freelance à Alep » et correspondant de fraîche date de l'AFP à Alep Est. Toutes les photos d'Alhabi qu'on peut, en suivant le conseil de Power, trouver « sur Internet », sont faites exclusivement dans des zones « rebelles ». Photographe modérément

indépendant.

Suite du thème sur France Culture par Eric Biégala qui commence en évoquant les Casques Blancs « qui témoignent de près de 200 civils tués », et poursuit avec les armes interdites annoncées par le représentant de la France au Conseil de Sécurité : bombes thermo-bariques et bombes anti-bunker.

Aucun de nos journalistes ne reprend la déclaration - cf. *Russia Today*- de S. De Mistura disant qu'à Alep l'opposition utilise des bonbonnes de gaz avec clous etc.<sup>[7]</sup>.

Mardi 27 septembre, nouveau -en partie- reportage de MLJ au JT de 20H. « Les enfants de la guerre » :

« Dans les [quartiers d'Alep \(Syrie\) éventrés](#), 250 000 civils qu'on voit ensuite sortir dans des rues tranquilles : cette zone est sous contrôle de la rébellion. Sous ces gravats, il y avait des parcs où jouaient des enfants, aujourd'hui victimes des bombardements. Ils sont soignés dans des hôpitaux de fortune, les médicaments manquent, le matériel de soin aussi. Pendant les bombardements, [les enfants](#) sont mis en sécurité dans des abris souterrains, comme le montrent des images de France 2. À la première accalmie, ils sortent dans la rue et jouent à la guerre [ ! ] Nous nous défendons avec nos armes, nous les avons fabriquées ». [...] Des habitants des quartiers assiégés envoient des images à France 2 où l'on voit des enfants insouciantes » etc.

Dans Alep assiégée où rien ne rentre à part les armes pour la « rébellion », France2 a pu aller faire des images et revenir nous les montrer.

Première séquence : les Casques blancs s'affairant dans des décombres, puis les enfants « soignés dans des hôpitaux de fortune ».

Mais, comme le confiera ensuite le président Hollande à un journaliste « les images sont parfois absentes, elles sont tellement faibles [et] nous n'avons pas assez de témoignages sur ce qu'il se produit à Alep ». Alors Martine Laroche-Joubert recycle.

Entre deux nouveautés on retrouve ici quelques images des « civils » qui l'ont contactée pour le reportage du 25 : avec nos deux sympathiques fillettes dans l'abri sous-terrain très éclairé pour le skype du dimanche avec France2. Suivies d'une nouvelle séquence, la plus longue : « à la moindre accalmie les enfants sortent jouer dans la rue ». Les deux fillettes de la cave ? Non, uniquement des garçons qu'on voit dans des rues en effet très paisibles, sans le moindre bruit d'avion dans un ciel ultra serein où la « pluie de bombes » s'est opportunément arrêtée pour le tournage de France2. A la fin de la séquence, le plus petit, qui n'a peut-être plus envie de « jouer » devant « notre équipe », bâille en regardant la caméra pendant qu'il tire à l'aveugle sur les avions imaginaires. On entend des voix de gosses qui crient « allahu akbar » en jouant : preuve que nous sommes dans des quartiers protégés par les combattants modérés de l'Armée de la Conquête.

Mercredi 28 septembre : *Le Figaro*, *Libération*, *L'Express*, *La Croix*, la presse régionale etc. annoncent le bombardement la veille des « 2 plus grands hôpitaux d'Alep-Est ». Selon ce qu'a « affirmé à l'AFP l'ONG qui soutient ces établissements », « l'attaque est survenue à 4h du matin. Un avion militaire les a visés directement », a indiqué Adham Sahloul, de l'ONG médicale Syrian American Medical Society (SAMS), basée aux Etats-Unis » et partenaire

étasunienne de l'UOSSM.

L'information a été « confié(e) à Aref al-Aref, un membre du personnel médical, contacté depuis Beyrouth. A sa demande, l'AFP ne publie pas la *location*(sic) des deux hôpitaux pour des raisons de sécurité ». « Les gens blessés et malades qui se trouvent dans un état grave doivent être évacués d'Alep-Est », a plaidé dans un tweet Médecins sans frontières». « Dans le quartier Maadi, des obus d'artillerie *spnt* (coquille non corrigée dans la plupart des reprises) tombés devant la boulangerie à 03H00. J'ai vu six cadavres [ etc...] a affirmé à l'AFP un secouriste qui était sur place [...] sous couvert de l'anonymat », pour mieux le protéger.

Photos des hôpitaux sans nom, avant et après le « bombardement » du 27 septembre ? Aucune. Pour la plupart, les articles sont accompagnés par une seule photo signée Karam al Masri, datée différemment selon les médias. Du 24 pour l'article de *LIBÉRATION* : « AFP : Des blessés sont soignés dans un hôpital d'un des quartiers rebelles d'Alep, en Syrie, le 24 septembre 2016 après des bombardements sur la ville ». Du 26 pour *SUD-OUEST* : « Les gens blessés, le sang : tout cela est devenu la quotidien des Syriens ».



*La Voix du Nord*, le 28/09/2016 : « Syrie: les deux plus grands hôpitaux d'Alep-Est touchés par des frappes ». *LA MANCHE LIBRE* pour « Syrie: les deux plus grands hôpitaux d'Alep-Est touchés par des frappes » le 28 septembre. *ARTE* a supprimé la page depuis. Etc. C'est la scène du reportage de France2 le 25 septembre.

Scène qui est aussi sur le site de l'UOSSM le 26 septembre ; mais avec une photo -non signée— qui, prise sous un autre angle, révèle un aspect de la situation qu'on ne voit ni dans la photo d'al Masri ni dans le reportage de Laroche-Joubert.

Ici au milieu des «blessés» (celui qui est appuyé contre le mur avait encore la tête relevée) on voit aussi au milieu de la salle, debout, pas moins de 14 personnes plus ou moins occupées dont 2 -en plus de l'auteur du cliché- avec des appareils photo en main. Les blessés sont « soignés à même le sol » parce que la table d'examen est encombrée par divers objets ? Peu de soignants dans Alep Est assiégée, mais beaucoup de monde pour regarder et filmer la scène.



Voyons qui est celui qui a signé la photo témoignant de plusieurs bombardements entre le 24 et le 28 :

« Karam Al-Masri était étudiant en droit à Alep, en Syrie. Sa vie a basculé voilà cinq ans. Il raconte son quotidien, fait de massacres et de bombardements : « « Lorsque la révolte a éclaté en 2011, j'avais presque 20 ans. Deux ou trois mois plus tard j'ai été arrêté par le régime [...] C'était pénible, mais je suis sorti à la faveur de la première amnistie en 2011. Au début de la révolte, il y avait des manifestations pacifiques. Aucun bombardement. Il n'y avait que la peur de la détention ou des snipers dans la rue » etc.

Son témoignage « Peur au ventre, faim, prison : un correspondant de l'AFP en Syrie raconte son enfer »<sup>[8]</sup> commence par une photo des Casques Blancs en action. Il y a au moins un Casque Blanc dans quasiment toutes les photos d'al Masri qu'on trouve, comme Power, sur Internet. En plus de cette photo c'est le témoignage d'al Masri qui est repris par plusieurs médias, et même recommandé pour son « intensité rare » par Acrimed sous la plume de Julien Salingue qui « salue l'abnégation de Karam al-Masri (et de ses confrères et consœurs officiant dans les zones les plus touchées par la guerre en Syrie) »<sup>[9]</sup> : confrères qui ne travaillent qu'avec les « rebelles » ; consœur, pas l'ombre d'un voile.

Al Masri : « Même si je suis un sympathisant de l'opposition et que je vis dans une zone de l'opposition, même si j'ai participé aux manifs contre le régime, j'évite en filmant d'être subjectif et de prendre le parti de l'opposition. Si celle-ci commet une erreur, je le rapporte ». Où ? Aucune trace du rapport de ces « erreurs » de l'opposition ni dans Acrimed, ni ailleurs. Ni à la source, l'AFP, qui a une prédilection pour les anciens étudiants sympathisants de l'opposition ou révolutionnaires. Neutres et indépendants, conformément à sa charte.

Récapitulons. Du 25 au 28 septembre sur quoi repose l'information des bombardements des « deux plus grands hôpitaux [sans nom] d'Alep » dont « l'AFP ne publie pas la localisation pour des raisons de sécurité », et d'une boulangerie dans une zone habitée « par 250 000 personnes » ? Une photo et deux témoignages anonymes.

Le premier « confié » à « un membre du personnel médical, contacté depuis Beyrouth » et retransmis par un membre de l'ONG SAMS depuis les USA ; où il s'agit non pas d'un hôpital, grand ou pas, mais selon L'OBS -info reprise par Ayrault- du « plus important établissement

de prise en charge des blessés dans les quartiers tenus par les rebelles », qui l'appellent M10. Laphoto, faite par un opposant à Assad admirateur des Casques Blancs, sera recyclée au fil des jours pour plusieurs événements. Chiffres fournis par l'OSDH. L'information sur la boulangerie bombardée -au JT de France 2 la « preuve » est une photo de pains éparpillés par terre... - repose sur un témoignage anonyme.

On remarque que dans la plus grande ville de la plus ancienne civilisation du monde - berceau de l'écriture- les « plus grands hôpitaux » n'ont pas de nom... Vraiment, barbarie.

Mais on apprendra le 19 novembre grâce à des journalistes qui font leur travail que « l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la Croix-Rouge ont souligné qu'elles ne disposaient d'aucune preuve de bombardements russes sur des hôpitaux syriens et qu'elles n'accusaient nullement la Russie. Le bureau turc de la Société médicale syro-américaine (SAMS), dont le siège se trouve à Washington, a confirmé être la source qui a livré des soi-disant informations, signée par le Health Cluster Turkey Hub, sur les prétendues frappes aériennes russes sur des « hôpitaux » au département d'État des États-Unis, a déclaré le manager du bureau turc Mohamad Katoub dans une interview accordée à Sputnik »<sup>[10]</sup>.

Ce même 28 septembre, Ayrault introduit officiellement les « secouristes courageux » désignés par Power : « J'ai rencontré au Quai d'Orsay une délégation de bénévoles qui œuvrent sur place au côté des remarquables Casques blancs — que la France voudrait associer au mécanisme de contrôle qu'elle a proposé dans le cadre du GISS — et qui jouent en quelque sorte (sic) le rôle d'élus municipaux [...]». Les Casques Blancs pour contrôler les couloirs humanitaires.

La légende franco-anglo-étasunienne des Casques Blancs a été largement propagée par nos médias depuis que l'Armée Arabe Syrienne encercle les quartiers « rebelles » de la ville, ces dernières semaines. Selon, entre autres, *Le Monde*, « la défense civile syrienne a été créée en 2013, à l'initiative d'un consultant britannique travaillant auprès de l'opposition syrienne [armée], James Le Mesurier<sup>[11]</sup>, et avec l'aide d'une ONG turque de premiers secours, Akut. La formation et l'équipement de ses membres, qui font vœu (sic) de neutralité et ne portent pas d'armes, sont financés par plusieurs pays occidentaux, dont la France, le [Royaume-Uni](#) et l'[Allemagne](#) »<sup>[12]</sup>.

Élément de langage (modulé selon les journalistes) dans toutes les évocations des CB : « ils sont constitués d'anciens boulangers, maçons, chauffeurs de taxi, étudiants, enseignants, à peu près tout sauf des secouristes » : n'est-ce pas toujours le cas pour les secouristes dans tous les pays du monde où est organisée une « protection civile » ? Et ne sont-ils pas toujours bénévoles ? Comme en Syrie, et à Alep ; où, d'ailleurs, que sont devenus ceux qui assuraient la protection civile avant les CB ?

La vraie enquête sur le terrain de la journaliste Vanessa Beeley<sup>[13]</sup> apporte des éléments qui auraient dû interroger les rapporteurs médiatiques, humanitaires, diplomatiques, s'ils avaient fait le minimum requis par leur déontologie.

Par exemple, élément non négligeable pour des secours d'urgence : « Il n'existe aucun numéro de téléphone public pour appeler les Casques Blancs. Pourquoi cette « ONG » de secours d'urgence, financée à hauteur de millions de dollars par les USA et les états de l'OTAN, dotée d'équipements dernier cri fournis par les USA et l'UE via la Turquie, ne possède-t-elle pas un numéro de téléphone d'appel central à disposition des civils, pour ces



moments où « tombent les bombes » »?

Sur le bénévolat des CB, les perroquets ne nous ont pas dit que « plus de [60 millions de dollars US](#) dans leur besace reçus de la part d'USAID, du Foreign Office britannique et de plusieurs pays de l'UE dont les Pays-Bas, ce groupe est sans doute l'un des plus choyés et les plus soutenus du [complexe des ONGs anti-syriennes](#) entretenu par l'Occident, élément central de l'entreprise de construction d'un *état parallèle* à l'intérieur de la Syrie » ,

Toute l'enquête de V. Beeley, sur le terrain à Alep et au-delà, informe en outre des conditions de travail de la vraie Protection civile syrienne, toujours active là où les « rebelles modérés » ne l'ont pas éliminée.

Jeudi 29 septembre : aux « Matins » de France Culture, c'est le « politologue » libanais Ziad Majed, qui est -une fois de plus- invité et parle des révolutionnaires syriens. Emigré d'abord aux USA avant de venir enseigner la révolution à l'Université américaine de Paris, il réclame des tribunaux spéciaux pour condamner le « régime et ses alliés » et explique que la différence entre islamistes, modérés et jihadistes est un « faux débat », « un logiciel occidental [...] qui ne concerne pas la Syrie ». Où « il y a des dizaines de milliers de jeunes [révolutionnaires] qui ont pris les armes contre le gouvernement », et se battent actuellement dans les « quartiers rebelles ». Même le journaliste du *Figaro* est agacé par les allégations de Majed et l'émission se termine dans une cacophonie représentative de cette démocratie que revendiquent les participants, journaliste (Guillaume Erner) compris.

Vendredi 30 septembre : un an d'intervention de la Russie en Syrie. L'Armée arabe syrienne avance dans Alep et a repris le site de « l'hôpital al Kindi, le plus grand hôpital d'Alep qui avait été frappé par les obus terroristes d'al-Nosra, puis incendié intentionnellement en 2013, [et dont] la destruction n'avait pas fait la Une des médias traditionnels »<sup>[14]</sup> (Dr. N. Antaki) ; proche d'une grande station de pompage alimentant Alep en eau potable.

C'est cette fois depuis Amman que MSF<sup>[15]</sup> « appelle le gouvernement syrien et ses alliés à mettre un terme aux bombardements sur Alep » (avec, sur la page anglaise du site, la photo par Karam al Masri d'un hôpital bombardé le 24 avril<sup>[16]</sup>) : « Les avions de la coalition menée par la Syrie font pleuvoir des bombes sur la ville. Le gouvernement syrien doit faire cesser les bombardements indiscriminés. Et, en tant qu'allié politique et militaire de la Syrie, la Russie a la responsabilité d'exercer la pression nécessaire pour que cela s'arrête », déclare Xisco Villalonga, directeur des opérations de MSF, [avec] des informations venant de la direction de la santé d'Alep-Est », les élus municipaux « en quelque sorte », chouchous de J-M Ayrault qui, malgré le siège, les recevra deux fois à Paris dans les semaines qui suivent.

Rien de précis, encore, dans ce communiqué mais le temps presse : le lendemain la Russie prend la présidence pour un mois du Conseil de sécurité. Grâce au « témoignage » de Villalonga les médias titrent unanimement : « MSF dénonce un « bain de sang » », version française de « la mare de sang » de Samantha Power.

C'est ce terme qui est repris partout, presse, radios et télés, le 1er octobre. MSF laisse à d'autres la responsabilité de fournir des chiffres pour le nombre de victimes : comme toujours l'OSDH s'en charge (depuis Londres), et le nombre variera sans scrupules d'un média à un autre.

Pour déclencher ce déluge médiatique, le « bain de sang » produit par MSF aura suffi. Et le Docteur Antaki, interrogé ce même 1er octobre, fera remarquer : « Si on devait compter tous les hôpitaux et structures sanitaires qui, selon les communiqués des terroristes ou de Médecins Sans Frontières ont été bombardés par l'armée arabe syrienne, il y aurait eu en Syrie plus d'hôpitaux qu'en France »<sup>[17]</sup>.

Les chaînes publiques françaises (Culture, France 2, et FR3) ajoutent une précision qui n'aurait pas dû échapper à MSF et à l'OSDH : « Alep 2 hôpitaux à nouveau bombardés. Le plus grand hôpital de la ville bombardé *par des barils d'explosifs* ».

Une fois de plus les images -« rares »- sont signées Casques Blancs et ne montrent ni hôpitaux, ni déluge, ni mare ni bain de sang ; mais permettent à Ayrault de condamner « avec la plus grande fermeté le bombardement qui a frappé l'hôpital M10, l'un des principaux hôpitaux d'Alep [...] déluge de violence [...]. Le ciblage systématique des structures et des personnels de santé est particulièrement inqualifiable [mais si : en crime de guerre]. En ce moment-même, au Conseil de Sécurité, la France se mobilise » etc.

A Paris, le lendemain, les médias nous montrent « une centaine d'exilés syriens [qui] manifestent devant l'ambassade de Russie », dont le porte-parole, Saker Atchawi, s'est « exilé » à Paris où il exerce l'orthodontie depuis une quarantaine d'années.

2 octobre : la semaine qui commence est résolument placée sous le signe des Casques Blancs à qui devrait être décerné le prix Nobel de la Paix, le 7 octobre. Elisabeth Guigou, présidente de la Commission Affaires Etrangères à l'Assemblée Nationale fait un lapsus : « je fais partie de ceux qui ont demandé... qui ont soutenu l'inscription des Casques Blancs pour le Nobel de la Paix ».

France Culture : «Une pluie d'obus s'abat à chaque heure du jour et de la nuit » ; «enfer sur terre où interviennent les Casques Blancs [...] : le Prix Nobel ils en rêvent pour redonner espoir au peuple syrien : « on attend avec impatience la délibération du jury parce que ça va vraiment énerver Damas » (sic)» dit le Casque Blanc interviewé par Valérie Crova qui, enflammée par cette noble cause, parle de « la révolution ».

Le 4 octobre, entracte avec « L'histoire de Bana Alabed »<sup>[18]</sup> : « Découvrez le témoignage d'une fillette de sept ans qui vit sous les bombes à Alep, avec sa mère elles ont choisi de témoigner sur les réseaux sociaux [...] Sa mère a été jointe par une journaliste de CNN mais la conversation est brusquement interrompue [par] l'intense campagne de pilonnage menée par les aviations syriennes et russes » etc. La suite de la vidéo est le montage habituel d'images faites par des chaînes arabes ou par les Casques Blancs. Conclusion ? « Hier [3 octobre] le principal hôpital de la ville a été détruit dans les bombardements ». Le « principal hôpital » anonyme de la ville devait être plus grand que les « deux principaux hôpitaux » anonymes détruits cinq jours plus tôt. C'est ça qui est bien avec les anonymes : ils sont interchangeables.

5 octobre : moins de reprise médiatique pour un nouveau communiqué de MSF qui rapporte le « témoignage » d'« Abou Khalid chirurgien orthopédique et directeur d'un hôpital - clandestin- soutenu par MSF dans l'est d'Alep, assiégée. Il a quitté Alep le 21 août [...] il n'a pu y retourner. Il travaille actuellement à l'hôpital d'Al-Salamah dans le district d'Azaz près de la frontière turque » en zone contrôlée par les « rebelles ». C'est de là qu'« il décrit la

situation dans les quartiers Est d'Alep »<sup>[19]</sup> .

France 2 joue la neutralité avec « Syrie : dans l'enfer d'Alep en compagnie d'un Français qui vient en aide aux civils »<sup>[20]</sup> : le montage n'a rien à voir avec ce que Pierre Le Corf, de l'ONG « We are superheroes », écrit tous les jours sur son compte Facebook mais il ne sera pas dit qu'on n'a pas donné la parole, très brièvement, à un humanitaire qui est de l'autre côté à Alep et le seul qui parle à la télé de terroristes d'Alep Est.

Jeudi 6 octobre, deux jours avant l'intervention d'Ayrault au Conseil de Sécurité, MLJ revient avec : « Syrie : le prix Nobel de la paix pour les « casques blancs » d'Alep ? »<sup>[21]</sup>

« Au milieu des bombes, les « casques blancs » tentent de sauver les victimes. Ils pourraient être récompensés, vendredi [autrement dit le lendemain]. Avant la guerre, ils étaient commerçants, étudiants, artisans [sic], ils se sont improvisés secouristes. Notre équipe les suit sur une intervention : « attention il y a des hélicoptères, tu as vu ? ils ont largué 4 barils ! » ».

« Notre équipe » est à nouveau allée dans Alep-Est assiégée où rien ne rentre et dont personne ne sort, et, dieu bénisse, a échappé aux barils largués par hélicoptères ; qu'elle n'a pas dû voir sinon elle n'aurait pas manqué de nous les montrer. Les séquences montées dans cette dernière vidéo se déroulent dans des décors très différents, le plus souvent estampillées Casques Blancs : « ils se disent apolitiques, Assad les traite de terroristes », « récite » MLJ dans le commentaire.

Sur une vingtaine de séquences pour 3'03 de vidéo, jamais de femmes chez les sauveteurs et une seule -voilée- parmi les « civils » présents. Toutes les autres séquences (sans le logo CB) sont des interviews filmées par « notre équipe », et se déroulent dans des décors extérieurs agréables, sans le moindre bruit de bombardement.

Vendredi 7 octobre le prix Nobel de la paix n'est pas attribué aux CB.

On sent un peu de nervosité chez les intervenants de MSF et de l'UOSSM qui avaient peut-être été invités pour fêter ça à *La grande table de France Culture*<sup>[22]</sup> : « Syrie : faut-il repenser le droit humanitaire ? »<sup>[23]</sup> .

Françoise Bouchet-Saulnier, directrice juridique de MSF : « On sait que la population est privée de secours par l'Etat syrien » : une des deux bases de la Déclaration d'août 2015<sup>[24]</sup> . Donc (FBS) : « les groupes d'opposition armée ont organisé les secours [CB], au titre de la protection civile avec l'aide d'une expertise britannique très militante, très engagée ». « Il ne pouvait pas y avoir de secours parce que le gouvernement syrien [y] avait mis une série d'obstacles ». Quels obstacles ? « Il a interdit les secours [parce qu'] il [en] a confié l'intégralité au Croissant Rouge Syrien qui n'est pas une organisation neutre » : dans n'importe quel pays, l'organisation de secours relève toujours de l'Etat par le biais des associations de Protection civile. Mais en Syrie, l'ONG MSF ne reconnaît pas ce droit aux autorités : « Nous avons toujours refusé de transiter par le Croissant Rouge qui n'est ni impartial ni neutre » à la différence de MSF. « Les Casques Blancs [et MSF et l'UOSSM] ne peuvent pas être neutres puisque le gouvernement interdit la traversée de ces fameuses

lignes de front [sauf pour les armes et « notre équipe de France2 »]. Et comme «le droit [de soigner] est une obligation on ne doit pas refuser de soigner » « donc nous agissons en territoire non-gouvernemental » : c'est-à-dire exclusivement dans les zones contrôlées par les « rebelles » qui les laissent passer « sans s'en occuper » nous dit - sans rire- le professeur Pitti (UOSSM). Qui, pour former « en grande partie » les CB, y est allé clandestinement une quinzaine de fois en passant à côté d'al Nosra qui regardait ailleurs...

Question de la journaliste, qui revient sur les bombardements : les hôpitaux ne sont pas protégés parce qu'ils ne sont pas visibles comme tels ? «Voilà ce qui est mal compris par l'opinion publique » et que FBS va nous expliquer : « Il y a quand même (sic) deux mots très dangereux dans le droit international : les mots magiques, [sont] intentionnels et protégés ». Mais « il ne faut pas laisser croire aux gens que les hôpitaux seraient bombardés parce qu'on ne savait pas que c'était des hôpitaux ». D'abord, «le marquage des hôpitaux n'est pas obligatoire dans le droit international [...] on n'est pas obligé de mettre la croix rouge sur le toit [puisque] maintenant avec les GPS (etc.) tout le monde sait où sont les hôpitaux » : même quand ils n'ont pas de nom, sale habitude des « plus grands hôpitaux » d'Alep Est. Et comme à MSF on a « acquis la conviction que si on donne les coordonnées ils vont être ciblés intentionnellement» on ne les fournit pas ; donc, quels sont les seuls bâtiments que protège la rétention de coordonnées de MSF ? Pas du tout les hôpitaux, dont tout le monde connaît l'existence depuis leur création, mais toujours et seulement des « bases » de ceux qu'elle qualifie toujours de « rebelles » : en criminalisant ainsi le gouvernement syrien qui lutte contre eux en les faisant passer pour des terroristes.

FBS ramène ainsi l'auditeur à la lutte anti-terroriste évoquée par Power, mais avec une autre argumentation, du genre juridique droit-de-l'homme. Alors que Power au Conseil de Sécurité attaque le gouvernement syrien et ses alliés car leur guerre ne serait pas de l'anti-terrorisme mais de la barbarie, pour FBS « c'est le concept de la guerre contre le terrorisme qu'il faut faire reculer » : car il est « totalitaire », « fondé sur le concept sécuritaire [lui-même] totalitaire»...en Syrie où le gouvernement criminalise le droit au secours sous prétexte de sécurité. Il faut donc « faire reculer les concepts de l'anti-terrorisme » car la lutte anti-terroriste « écrase le droit de la guerre » : où ? A-t-on entendu MSF dire ça pour la lutte contre le terrorisme, par exemple, aux USA ou en France ?

Evidemment il y a «la question de la neutralité [qui] est un principe essentiel du droit de la guerre » ; mais « il est mis en échec par l'argument de la souveraineté de l'Etat syrien » : pour la directrice juridique de MSF la souveraineté est un argument ; en Syrie. Dans quel autre pays MSF intervient-elle - aussi lourdement<sup>[25]</sup> - sans l'autorisation du gouvernement ? Malheureusement, en Syrie « il y a eu absence de clairvoyance des Etats [...] qui ont soutenu la souveraineté de l'Etat syrien qui criminalisait tous ceux qui ne passaient pas par le Croissant Rouge Syrien » : « les Etats ne se rendent pas compte qu'ils ont ouvert une boîte d'où le diable est sorti et maintenant ils ne savent plus comment le faire rentrer ». Quel est ce diable ? « Le concept sécuritaire » etc.

En clair : le diabolique gouvernement syrien appliquerait le « concept totalitaire » de sécurité pour défendre son pays non pas contre le terrorisme mais contre une opposition modérée, et utiliserait « l'argument de la souveraineté » pour interdire aux ONG neutres et impartiales d'intervenir.

Et c'est pour cela que « MSF réclame depuis le début de la guerre syrienne le droit de ne pas être considérés comme des criminels » : c'est-à-dire le droit d'ignorer la souveraineté

de l'Etat syrien. Emportée par son rôle dans «Les trublions de MSF» la directrice juridique n'a plus de retenue : « nous sommes allés deux fois au Conseil de Sécurité dire que le secours médical doit avoir une exemption de toutes les législations contre le terrorisme, c'est pas compliqué quand même ! »... Surtout pour une ONG qui a gagné son Nobel de la Paix à Grozny, contre la lutte anti-terroriste « totalitaire » de Moscou, et a un budget de « 353,1 M€, à 96,3% d'origine privée », grâce à des donateurs non gouvernementaux comme, par exemple, la Fondation Clinton.

L'ONG MSF est-elle allée au Conseil de Sécurité après le bombardement par la coalition saoudienne d'hôpitaux pas du tout clandestins -qu'elle soutenait- au Yémen ? Ou de celui -MSF- de Kunduz par l'aviation étasunienne à l'automne 2015 ? Ou bien seulement après celui des « hôpitaux » sans nom d'Alep Est ?

Pour le professeur Pitti (UOSSM) «les casques blancs syriens méritaient de recevoir le Nobel de la paix. Je propose qu'Obama leur remette le sien (...) qu'il ne méritait pas ». Nous verrons qu'ils auront un prix de consolation.

Ce même 7 octobre, MSF fait un récapitulatif sur les « hôpitaux endommagés depuis le 23 juillet : avec un cliché de Ghaith Yaqout Al-Murjan, photographe aussi de Carlos Francisco à Gaziantep le 10 octobre (site anglais de MSF<sup>[26]</sup>).

Aucun de nos médias, par contre, ne reprend le message envoyé à *Arret sur info* par le Dr Nabil Antaki : « L'hécatombe continue à Alep ouest » : « Jusqu'ici, au cours des 10 derniers jours :

Mercredi 28 septembre: 15 tués

Vendredi 30 septembre: 17 tués

Mardi 4 octobre: 8 tués (dont 3 étudiants tués par l'obus qui est tombé sur la faculté d'agriculture)

Judi 6 octobre: 10 tués dans la rue Jamiliye (quartier commerçant)

Aujourd'hui, vendredi 7 octobre: 4 tués (une famille) dans leur appartement à Midane ce matin; et 4 personnes ce soir tuées par les obus qui sont tombés sur plusieurs quartiers.

Tous atteints par des tirs d'obus de mortiers, de fusées ou de bonbonnes de gaz, lancés par les groupes rebelles terroristes qui contrôlent Alep-est sur les quartiers habités d'Alep-ouest.

Au surplus, il y a un nombre très important de blessés graves<sup>[27]</sup> .

Déclaration de François Hollande le lendemain, à TMC : « Dans quelques heures, il va y avoir une résolution déposée par la France au Conseil de sécurité. [...] Si un membre permanent du Conseil de sécurité s'y oppose, et vous voyez bien à qui je pense...

TMC : ... la Russie [Bingo].

François Hollande : ... ce pays portera une grave responsabilité. Ca voudra dire qu'il appuie, participe et commet des crimes de guerre. [...] Les images sont parfois absentes, elles sont tellement faibles. Nous n'avons pas assez de témoignages sur ce qu'il se produit à Alep.

[...] Il n'y a pas assez d'images qui nous parviennent »<sup>[28]</sup> .

Et c'est fort des « images faibles » et « parfois absentes » apportées par nos ONG et

rapportées par nos médias, qu'Ayrault intervient ce 8 octobre<sup>[29]</sup>, au CS : « Daraya, Hama, Alep, chaque fois la tactique du régime syrien est la même : des bombardements indiscriminés, une destruction méthodique des infrastructures civiles, pour infliger le maximum de souffrance aux populations – dernièrement, l'approvisionnement en eau potable à Alep [Est. Dans le reste de la ville, c'était du « bon boulot »] ! -, le ciblage systématique des hôpitaux et des personnels de santé. Chaque fois, les soutiens de Damas apportent un appui décisif à cette stratégie qui ne vise qu'un seul but : obtenir la reddition des combattants et l'exode des civils, dans des opérations qui engagent un cycle potentiellement dévastateur d'épuration ethnique ». Et « potentiellement » je vous mets deux nouveaux crimes, de guerre et contre l'humanité : déplacement de population – on se déchaînera bientôt avec les populations civiles que les « forces d'Assad » « obligent » à quitter Alep Est- et épuration ethnique.

Le tout répété quatre fois de plusieurs manières en quelques minutes d'intervention : impossible de rater les « atrocités de masse » et la faillite des autorités syriennes à protéger leur population.

Les représentants de USA, France et Grande-Bretagne quittent la salle avant l'intervention du représentant de la république Arabe Syrienne.

B. al-Jaafari : «Il est évident que la vérité met mal à l'aise les représentants des puissances coloniales au Conseil de sécurité. C'est pourquoi nous les voyons prendre la fuite quand ils l'entendent. Ils démontrent ainsi que leurs intentions sont mauvaises et colonisatrices à l'égard de mon pays et du peuple de mon pays, et que leur diplomatie est la diplomatie de l'anarchie et de la coercition, de la contrainte et de la force, et non la diplomatie du dialogue et du règlement des conflits par des moyens pacifiques. [...]

Point n'est besoin de réfléchir longuement pour comprendre ce que cache le projet de résolution français, dont les buts et les visées sont clairs non seulement pour moi mais pour l'ensemble du peuple syrien, qui commémore cette année le centième anniversaire de l'Accord Sykes-Picot, de triste mémoire, et des souffrances persistantes qui ont été la conséquence de cet accord colonisateur conclu entre la France et la Grande-Bretagne. Cet accord a séparé nos peuples et pillé nos biens et nos richesses. Nous considérons que le projet de résolution présenté par la France illustre l'attachement de ce pays à son sombre passé colonisateur, en caressant l'illusion qu'en ravivant ce qu'on appelle la crise syrienne lui donnera une occasion en or d'exercer de nouveau une influence colonisatrice perdue à jamais.

Le Ministre français des affaires étrangères a mené dans sa déclaration une politique de tutelle à l'égard du peuple syrien. Il a parlé de ce qui serait utile au peuple syrien, et de ce qu'il devait faire en sa qualité de Ministre français pour aider le peuple syrien, comme s'il rêvait encore qu'il représente une puissance coloniale en mesure de s'accaparer le droit de parler au nom du peuple syrien au Conseil de sécurité. [...]

Ces pays [USA, France, Grande-Bretagne] ont même eu l'audace de demander l'ouverture de couloirs humanitaires sécurisés pour les terroristes dans le souci d'en préserver la dignité. C'est le lieu ici de demander aux auteurs de cette demande si les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont ouvert des couloirs humanitaires sécurisés pour protéger les éléments terroristes modérés d'Al-Qaida en Afghanistan et ceux qui ont commis les massacres de Charlie Hebdo, du Bataclan, de Nice, de Californie, de Boston, de Chicago, de

New York et de Londres. Pourquoi n'ont-ils pas ouvert des couloirs humanitaires pour évacuer ces terroristes en Europe et en Amérique ?

Le représentant des États-Unis d'Amérique a affirmé : « Nous devons tirer les enseignements du passé ». J'ai envie de lui répondre : « Si seulement vous le faisiez, si seulement vous tiriez les enseignements de vos erreurs au Viet Nam, au Cambodge, en Corée, à Cuba, au Nicaragua, en Yougoslavie, en Iraq, en Libye et en Afrique »<sup>[30]</sup>.

Marie-Ange Patrizio

Marseille, 9 décembre 2016

A suivre



<sup>[31]</sup> Autres « preuves sur Internet » : JM Ayrault à l'Assemblée Nationale le 4 septembre 2013 : « aux premières heures du 21 août, à quelques kilomètres du centre de Damas, près de 1 500 civils, dont des centaines d'enfants, sont morts asphyxiés dans leur sommeil.

Assassinés par le régime syrien dans ce qui constitue, en ce début de siècle, le plus massif et le plus terrifiant usage de l'arme chimique.

Ces faits, chacun d'entre nous a pu les découvrir, presque immédiatement après ce drame, sur des dizaines de vidéos.

Des vidéos tournées par des médecins, des voisins, des parents, à la fois terrifiés et conscients du devoir d'informer le monde sur l'horreur de ce qui venait de se produire »

. <http://www.assemblee-nationale.fr/14/cr/2012-2013-extra2/20132001.asp>

<sup>[32]</sup> Notamment : « lorsqu'un terroriste français du nom de Mohamed Merah s'en prend à Toulouse, les Forces d'élite françaises le tuent de 300 balles...

300 balles... et ils ont bien fait. Mais nul n'a entendu d'autres pays, ou nous-mêmes, qualifier ce terroriste français d'« opposant armé modéré »

<sup>[33]</sup> *La lucidité*, José Saramago, p. 228, Seuil.

<sup>[34]</sup> [http://www.francetvinfo.fr/monde/revolte-en-syrie/video-ambulances-bombardees-hopitaux-debord-es-des-scenes-d-horreur-a-alep\\_1841701.html](http://www.francetvinfo.fr/monde/revolte-en-syrie/video-ambulances-bombardees-hopitaux-debord-es-des-scenes-d-horreur-a-alep_1841701.html)

<sup>[35]</sup> MLJ n'est pas allée dans tout le reste de la ville où, dira B. al-Jaafari le 26 octobre, « la station de pompage de l'eau est sous le contrôle des terroristes.

Ce sont eux qui ont assoiffé les civils de cette ville en plus d'avoir volé l'aide alimentaire et les médicaments qui leur étaient destinés ; ceci,

sans oublier la responsabilité partagée par les terroristes et ladite Coalition internationale dans la

destruction de la centrale hydraulique de Souleiman al-Halabi ainsi que d'autres centrales et usines de traitement des eaux. Par conséquent, ce sont les terroristes et ladite Coalition internationale qui privent les habitants d'Alep d'eau et d'électricité ! ».

<sup>[6]</sup> <https://www.franceculture.fr/emissions/journal-de-8h/alep-nouveau-guernica-en-syrie>

<sup>[7]</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=8F1X751jzhE>

<sup>[8]</sup> <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2016/09/26/97001-20160926FILWWW00199-revue-de-web-comment-l-afp-couvre-alep.php> et

<sup>[9]</sup> <http://www.acrimed.org/A-lire-le-temoignage-de-Karam-al-Masri>

<sup>[10]</sup> <https://fr.sputniknews.com/international/201611191028774896-frappes-accusations-donnees-hopital-bombardements/>

<sup>[11]</sup> James Le Mesurier est un haut responsable du MI6 décoré par la reine comme « Chevalier de l'Empire britannique ».

<sup>[12]</sup> [http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2016/09/24/les-casques-blancs-d-alep-sous-un-deluge-de-bombes\\_5002758\\_3218.html](http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2016/09/24/les-casques-blancs-d-alep-sous-un-deluge-de-bombes_5002758_3218.html)

<sup>[13]</sup> <https://globalepresse.net/2016/10/01/exclusif-la-vraie-protection-civile-syrienne-demasque-limposture-criminelle-des-casques-blancs-de-l-otan/>,

<sup>[14]</sup> <http://arretsurinfo.ch/alep-linformation-mensongere-continue-par-nabil-antaki/> . Tous les témoignages de Nabil Antaki disponibles ici : <http://arretsurinfo.ch/authors/nabil-antaki/>

<sup>[15]</sup> <http://www.msf.fr/presse/communiqués/msf-appelle-gouvernement-syrien-et-ses-alliés-mettre-terme-aux-bombardements-sur->

<sup>[16]</sup> <http://www.msf.org/en/article/syria-msf-urges-syrian-government-and-its-allies-stop-indiscriminate-bombing-aleppo>

<sup>[17]</sup> <http://arretsurinfo.ch/syrie-attention-ne-tombez-pas-dans-le-piege/>



<sup>[18]</sup> [http://www.francetvinfo.fr/monde/revolte-en-syrie/syrie-l-enfer-d-alep-raconte-sur-twitter-par-une-fillette-de-7-ans\\_1854565.html](http://www.francetvinfo.fr/monde/revolte-en-syrie/syrie-l-enfer-d-alep-raconte-sur-twitter-par-une-fillette-de-7-ans_1854565.html)

<sup>[19]</sup> <http://www.msf.fr/actualite/articles/syrie-alep-frappes-aeriennes-russes-et-syriennes-sur-hopitaux-cendamment-centaine>

<sup>[20]</sup> [http://www.francetvinfo.fr/monde/revolte-en-syrie/video-syrie-dans-alep-un-francais-a-decide-daider-les-populations-bombardees\\_1857681.html](http://www.francetvinfo.fr/monde/revolte-en-syrie/video-syrie-dans-alep-un-francais-a-decide-daider-les-populations-bombardees_1857681.html)

<sup>[21]</sup> [http://www.francetvinfo.fr/monde/revolte-en-syrie/syrie-les-casques-blancs-au-coeur-de-l-enfer\\_1859453.html](http://www.francetvinfo.fr/monde/revolte-en-syrie/syrie-les-casques-blancs-au-coeur-de-l-enfer_1859453.html)

<sup>[22]</sup> <https://www.franceculture.fr/personne/francoise-bouchet-saulnier>

<sup>[23]</sup> Rappel : Le droit humanitaire a été créé par Henri Dunant au nom d'un Etat neutre, la Suisse. Il autorise les neutres à porter secours aux deux camps à la fois.

<sup>[24]</sup> « mener en temps voulu une action collective résolue, par l'entremise du Conseil de sécurité, conformément à la Charte » lorsque les autorités nationales échouent à protéger leur population du génocide, des crimes contre l'humanité ou des crimes de guerre »

<sup>[25]</sup> Dépenses 2015 : 5 506 000 € pour Syrie-Turquie : <http://www.msf.fr/pays/syrie> et « dossier spécial crise syrienne : <http://www.msf.fr/actualite/dossiers/urgence-syrie>

<sup>[26]</sup> <http://www.msf.fr/actualite/articles/hopitaux-alep-est-endommages-23-attaques-depuis-juillet>

<sup>[27]</sup> <http://arretsurinfo.ch/lhecatombe-continue-a-alep-ouest-dans-le-silence-general/>

<sup>[28]</sup> <http://www.voltairenet.org/article193654.html>

<sup>[29]</sup> [http://www.un.org/fr/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/PV.7785](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/PV.7785)

<sup>[30]</sup> [http://www.un.org/fr/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/PV.7785](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/PV.7785) , toute l'intervention de B. al-Jaafari p. 18-22.

On trouvera les principales interventions de B. al-Jaafari au Conseil de sécurité à : <http://www.mondialisation.ca/author/bachar-al-jaafari>

Articles Par : [Marie-Ange Patrizio](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)